

Vœux aux personnalités

Vélodrome national de St-Quentin-en-Yvelines

Mardi 15 janvier 2019

**Discours de Patrick Devedjian,
Président du Département des Hauts-de-Seine**

Chers amis,

Le Président de la République a lancé hier un grand débat national, accompagné de la rédaction de « cahiers de doléances », qui, soit dit en passant, n'avaient pas porté bonheur à Louis XVI...

Le Président rappelle néanmoins que sur les grandes orientations de son projet, sa détermination n'a pas changé.

Le Premier ministre, lui, avait lancé en octobre 2017 un programme visant à améliorer la qualité du service public et à maîtriser les dépenses publiques, ayant donné lieu en juin 2018 à un rapport intitulé « CAP 22 », en raison des 22 propositions qu'il contient.

Le Président revient donc une 3^{ème} fois sur cette intention programmatique en demandant aux Français :

- 1) Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?
- 2) Faut-il supprimer certains services publics ?

Seul le prononcé fait foi

- 3) Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ?
- 4) Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ?

Je voudrais aider le Président de la République dans sa démarche, en répondant tout de suite aux plus lancinantes de ses questions, alors que notre pays est en proie à des désordres graves et injustes qui pénalisent tout le monde.

1) **Quels impôts faut-il baisser ?**

Commençons par ne pas en créer de nouveaux...

Le budget pour 2019, même s'il supprime quelques taxes marginales et peu productives, en crée de nouvelles : ainsi la taxe sur les parkings qui alourdit encore plus le coût de l'automobile.

Je sais bien qu'il s'agit là d'une vache à lait fiscale et qu'elle est souvent polluante, mais la voiture est un vecteur majeur de la croissance et de l'emploi et c'est une condition essentielle de la liberté individuelle, celle de se déplacer, et de le faire confortablement, surtout en province.

La sensibilité automobile joue un rôle important dans la révolte des Gilets Jaunes (coût des carburants, 80km/h). Ça n'a pas dérangé le Gouvernement d'en ajouter une couche fin décembre.

Les bus articulés, les autocars et les poids lourds de livraison sont beaucoup plus polluants que les véhicules individuels, seuls à être pourchassés.

Quant aux transports en commun, ils sont défaillants, et pour longtemps encore.

D'une manière générale, c'est une hypocrisie et une démagogie, de réduire la fiscalité directe pour le plus grand nombre et de multiplier la fiscalité indirecte par d'innombrables taxes dont le total avoisine 360, en croyant que personne ne s'en aperçoit, mais ces taxes sont si nombreuses qu'elles finissent par être repérées.

Aujourd'hui, moins d'un Français sur deux paye l'impôt sur le revenu et en ressent la douleur.

Enfin -et c'est une évidence- il faut baisser la fiscalité sur l'épargne parce qu'elle permet l'investissement qui est la condition première pour lutter contre le chômage. Pour François Hollande on était riche au-delà de 4000 euros par mois. La haine des riches fait la misère des pauvres.

2) **Faut-il supprimer certains services publics ?**

Il ne faut pas réduire le nombre de fonctionnaires au travail chez les enseignants, les professionnels de santé, les personnels de sécurité. Il faudrait même arriver à les payer convenablement.

Il y a suffisamment à faire avec les doublons administratifs pour faire des économies.

Par exemple :

Faut-il réellement 11 étages administratifs pour s'occuper du logement et de l'urbanisme ? Je n'exagère rien : le ministère, l'ANRU, l'ANAH, Action Logement, la Préfecture de région, la Préfecture de département, la commune, l'intercommunalité, le département, la région, les offices d'HLM et maintenant la métropole et je ne parle pas des innombrables comités et commissions qui pompent des milliers d'heures de travail.

Autre exemple : dans les Hauts-de-Seine, une rive de la Seine est gérée par VNF, l'autre par HAROPA, alors que le département paye tout !

L'Inspection Générale des Finances a condamné depuis longtemps cette facilité qui conduit au démembrement des ministères par la création de plus de 1200 agences, qui sont autant de sinécures administratives, aux coûts exorbitants.

Seul le prononcé fait foi

Les caisses d'allocations familiales font le même travail que les départements, ils gèrent le RSA, le logement, la petite enfance comme les départements, dont le Président Macron a dit qu'ils étaient le plus important opérateur social. Mais les CAF ne connaissent plus d'élection depuis 1982. Elles ont cessé d'être un instrument démocratique pour devenir technocratique.

La France est le seul pays d'Europe à avoir un très important et très coûteux appareil préfectoral, qui est essentiellement destiné à exercer une véritable tutelle sur les collectivités locales, et cela en dépit de la constitution qui dit que la France est une république décentralisée. (art.1)

3) **On ne comprend donc pas pourquoi le Président demande s'il faut continuer à décentraliser, alors qu'il faudrait cesser de recentraliser.**

Car c'est recentraliser que de supprimer l'autonomie fiscale des collectivités locales, en supprimant la taxe d'habitation, impôt qui est la contrepartie d'un service qui crée un lien social local, comme l'impôt sur le revenu crée un lien civique national. Et dont la compensation n'est même pas prévue pour les communes qui sont ainsi privées de ressource.

C'est recentraliser que d'interdire aux 322 plus importantes collectivités locales de ne pas dépenser plus que l'année précédente, alors que leurs budgets, à elles, sont en parfaite équilibre et que l'Etat ne cesse de leur transférer de nouvelles charges.

Incapable de baisser la dépense publique, l'Etat fait diversion en s'en prenant aux collectivités locales.

En 2018, le déficit budgétaire a atteint 76 milliards, c'est-à-dire 8 milliards de plus qu'en 2017.

Et la loi de finances pour 2019, adoptée fin décembre, prévoit une augmentation de la dépense publique de 0,9 % pour cette année.

Par rapport à un budget initial de 242 milliards, cela représente un déficit du budget de 31 %. Le déficit du budget doit en effet être comparé au budget lui-même et non pas au PIB, comme on le fait pour amuser la galerie.

Je ne crois pas que le Président ait donné la meilleure incitation à la réduction de la dépense publique, en dépensant 10 milliards d'euros en 10 minutes de sa seule autorité, pour éteindre un incendie que, tout de même, sa politique a provoqué.

4) Comment l'Etat doit être réorganisé

Il faut commencer par rétablir un Parlement véritable en cessant de transformer l'Assemblée nationale en chambre d'enregistrement dont la majorité est nommée par le Président élu. A peine élue la nouvelle assemblée délègue la confection de la loi à l'Exécutif par voie d'ordonnances.

Quant aux millefeuilles des collectivités locales à 5 niveaux, qui les a créés, si ce n'est l'Etat ?

Jusqu'en 1998 il n'y avait que la commune, le département, la région. Depuis, la technocratie du ministère de l'Intérieur a inventé l'intercommunalité et la métropole.

L'intercommunalité a été inventée parce qu'on ne voulait pas prendre les moyens de faire fusionner les petites communes, mais on l'a rendue obligatoire à tout le monde.

L'Etat dévitalise les communes pour transférer aux intercommunalités des compétences essentielles.

On retire à des élus du suffrage universel direct des compétences qui sont transférées à des élus du suffrage indirect : résultat, un grippage général et des tensions de plus en plus vives, et des dépenses de structures nouvelles.

Dans les mêmes conditions, on a inventé 22 métropoles qui viennent en concurrence avec les régions, avec les mêmes inconvénients.

Il y a désormais 3 niveaux de collectivités locales, ne rassemblant que des élus municipaux : commune, intercommunalité, métropole.

On ne peut pas se plaindre du trop grand nombre de collectivités et en créer sans arrêt de nouvelles,

Ou quand deux départements comme les nôtres veulent fusionner en respectant toutes les conditions légales, faire la sourde oreille.

On ne peut pas réduire les moyens financiers et les responsabilités des élus locaux et les appeler au secours parce que le pouvoir central se retrouve isolé et assailli par la somme de ses erreurs.

Il n'y a nulle surprise à ce qu'éclate une révolte fiscale quand les prélèvements obligatoires atteignent un record du monde et quand le centralisme est à son comble.

A supprimer tous les contre-pouvoirs, locaux et nationaux, le pouvoir présidentiel tend vers l'absolutisme mais devient la cible unique de tous les mécontentements, de toutes les oppositions et il ne tarde pas à être paralysé.

La situation est grave, des incertitudes fortes sont devant nous : l'ordre républicain qui peine à être maintenu, la retenue à la source qui change la vie quotidienne de tous, le Brexit britannique dont les effets économiques, administratifs et politiques sont encore méconnus.

Il n'y a pas de place pour les petites politiques, pour les petits calculs, pour les petites ambitions.

Le Président de la République dispose seul de la légitimité démocratique et il lui appartient de la partager avec tous les autres élus pour que nous puissions nous rassembler autour de lui, afin que puisse vivre la France.

Seul le prononcé fait foi

Mes chers amis, je souhaite à chacun d'entre vous une belle et heureuse année 2019 dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine !

Heureuse année aussi aux grands sportifs des clubs des Hauts-de-Seine, qui sont parmi nous ce soir : les rugbymen du Racing 92 bien sûr, mais aussi le club d'Escrime BLR 92, l'aviron avec le club Boulogne 92, les joueurs de basket de Nanterre 92, le club de handball féminin, Paris 92.

Et nous allons maintenant écouter avec grand plaisir :

- l'intermède musical de la Maîtrise des Hauts-de-Seine,
- puis l'Orchestre de l'Alliance, accompagné du Chœur régional Vittoria d'Ile-de-France, pour la « Fantaisie pour Piano, Chœur et Orchestre » de Beethoven.

Très bonne soirée à tous.